



Le 20 mai 2016

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

ARRÊTONS-LES !!

Nul ne peut désormais douter que la DG veut casser notre outil de travail et personne ne sera épargné. Si la cible privilégiée de l'administration était jusqu'alors les plus petites structures (moins de 3 ou 4 équivalents temps plein), elle s'attaque maintenant à des services de taille plus conséquente (les SIP/SIE), avec pour corollaire pour les agents l'obligation de suivre leurs missions à des dizaines de kilomètres.

C'est le cas à Florac (Lozère) ou encore du SIP/SIE de l'Aigle (Orne). D'autres vont suivre ! Les administrés quant à eux n'auront plus le choix que d'en passer par internet !

Et pourtant, le DG affirme dans la presse qu'il n'a pas pour objectif de désintoxiquer les contribuables du guichet ? De qui se moque-t-il ?

Il explique également que la fusion de service conforte l'expertise alors que les agents sont de plus en plus fragilisés dans leurs compétences techniques. Pourquoi entretenir de tels mensonges ? Face à cela, une seule réponse... Désobéissons et refusons d'être les VRP de notre propre disparition :

NE FAISONS PLUS LA PROMOTION DES SERVICES EN LIGNE ;

NE SOYONS PLUS DES ASSISTANTS INFORMATIQUES SOUS-PAYÉS ;

REFUSONS DE PARTICIPER À DES GROUPES DE TRAVAIL QUI PERMETTENT À NOTRE HIÉRARCHIE D'AFFINER LEURS PROJETS EN MATIÈRE DE SIMPLIFICATION, DE RÉORGANISATION, DE SABORDAGE DU SERVICE PUBLIC DE PROXIMITÉ,

Notre DG affirme aussi haut et fort que ses réformes sont bonnes pour le service public et visent notamment à améliorer nos conditions de vie au travail : c'est une insulte à la raison, et à ce que vivent déjà les agents !

L'usage massif des technologies de l'information et de la communication est devenu obsessionnel dans la société comme à la DGFIP. Il permet certes de supprimer une partie des tâches matérielles, mais il change surtout le contour, le contenu et la forme du travail. Il requiert donc la prise en compte des nouvelles doctrines d'emplois et des nouveaux métiers qu'il génère, notamment en matière de déroulement de carrière et en termes de rémunérations. Or ce n'est pas du tout le souci de la DG !!

Si les évolutions technologiques ouvrent de nouvelles possibilités, comme le travail à distance, rien ne justifie alors le mouvement de concentration des services en cours. Si ce n'est une volonté malsaine d'appliquer une idéologie destructrice du service public de proximité, service public qui fait l'âme et la grandeur de notre administration.

Comme les agents des Pyrénées Orientales, des Hautes-Alpes, de Paris, de la Réunion, du Val-de-Marne, de la Nièvre, du Gard, de l'Aude ou d'ailleurs en France, il est désormais temps de se mobiliser pour résister, agir et se battre collectivement pour notre avenir d'agents des finances publiques, de fonctionnaires, de citoyens, mais également pour empêcher les fermetures injustifiées.

En assemblée générale, décidez des modalités d'action au plan local, partout œuvrons collectivement pour occuper les sites et les services menacés, le jour pour y travailler, la nuit pour les préserver !

TOUS ENSEMBLE, SOYONS VENT DEBOUT CONTRE CEUX QUI VEULENT DÉTRUIRE NOS EMPLOIS, NOS MISSIONS, NOS CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL !!!

Solidaires Finances Publiques a proposé à l'intersyndicale de faire de la journée du 2 juin 2016 qui marque le début de la procédure budgétaire une journée nationale de grèves et, d'actions à la DGFIP.

Pour nous joindre : contact@solidairesfinancespubliques.fr